



NON AU DEMANTELEMENT DES ESPE

Réunion des personnels Espé de Paris- Sorbonne Université

12h30 – 13h30 jeudi 6 septembre

Sur chacun des sites : à Molitor (salle B2) et à Batignolles (salle 101)

Profs, BIATSS, nous sommes tous concernés.

N'hésitez pas à venir à l'heure d'information syndicale de rentrée.

Le 2 août dernier, le Premier ministre a confirmé la mise en œuvre d'une réforme du recrutement et de la formation des enseignant-e-s, « *la mère de toutes les réformes de l'éducation* » selon Blanquer !

Plusieurs rapports (Cour des comptes, Sénat, CAP 22, rapport Filatre) sont parus récemment : ils vont tous dans le même sens.

Voici les grandes lignes du projet :

- Les modifications des concours dès la session 2019/2020 vont aboutir à un recrutement comme fonctionnaire stagiaire un an plus tard par rapport à la situation actuelle (après le M2 alors qu'actuellement c'est en fin de M1). Cela va permettre au gouvernement de supprimer d'un trait de plume 25 000 postes de fonctionnaires. C'est ce qui avait déjà été fait en 2010 sous Sarkozy, et piloté à l'époque par ... Blanquer ! Le nombre de postes aux concours va continuer à baisser, afin de « rendre le métier plus attractif », alors qu'on manque déjà d'enseignant-e-s. Cela justifiera l'augmentation toujours croissante des contractuels.
- Des modalités de recrutement différentes entre le 1er degré et le 2nd degré. Dans le 1er degré: écrit en fin de L3; une fois qu'on est « admissible » 2 ans en tant que « Master alternant » (avec une indemnité dérisoire pour les stages...); puis admission en fin de M2. Dans le 2nd degré : c'est moins clair ; est évoqué un concours en fin de 1er semestre de M2, suivi d'une formation (sous statut étudiant) de 6 mois le temps de terminer le M2 ...
- L'idée centrale, c'est nier qu'« enseigner est un métier qui s'apprend »; cela justifie les coupes sombres dans la formation qui va se réduire à quelques cours « universitaires » et un « compagnonnage » sous l'égide de "tuteurs de terrain" Éducation nationale. Le Sénat écrit : "*C'est pourquoi vos rapporteurs proposent que désormais les ESPÉ deviennent des composantes de l'université sans formateurs propres, faisant appel en tant que de besoin, soit aux enseignants-chercheurs d'autres UFR (à la fois de spécialistes des disciplines et des*

spécialistes des sciences de l'éducation), soit à des enseignants-formateurs conservant la responsabilité d'un service en établissement. " Plus besoin des 3 600 formateurs/trices (PRAG, PRCE, PE) affectés dans les Espé !

- Une reprise en main idéologique de la formation par l'employeur, c'est à dire le ministère de l'Education nationale et les rectorats. Ce qui restera des Espé servira à inculquer les « bonnes méthodes pédagogiques » décidées d'en haut : lecture syllabique, neurosciences, éducation morale et civique, « pilotage » par les tests ...
- Conséquences de la fusion des académies. Au 1er janvier 2020 (soit dans 16 mois !), les grandes académies vont être mises en place pour coïncider avec les grandes régions. Or, dans la loi de 2013, il y a une Espé par académie. On imagine bien les économies visées en passant de 26 à 13 Espé ! Fusions des formations, nouvelle carte des formations avec spécialisation des sites, fermetures de sites ... et moins de personnels. La situation risque d'être catastrophique en région parisienne avec la fusion de 3 académies déjà gigantesques : Versailles, Créteil et Paris.

C'est bien l'avenir de la formation des enseignant-e-s qui est en jeu. On ne peut laisser faire sans réagir, il en va de la survie des Espé et de ses personnels, profs et BIATSS.

Sans oublier que cette « réforme » s'inscrit dans une rentrée bien sombre : casse des statuts de la fonction publique, baisse du nombre de fonctionnaires, fin du système actuel de retraite ...

Face à tous ces reculs sociaux, nous vous proposons de nous réunir rapidement à la rentrée pour échanger et commencer à réfléchir aux réactions et mobilisations à construire. Soyons le plus nombreux possible.

A l'appel des syndicats de l'Espé Paris – Sorbonne Université : CGT FERC Sup, FO SNPREEES, SNESUP-FSU

À l'initiative d'étudiants et stagiaires mobilisés, une première rencontre Ile de France (Paris Créteil Versailles) est organisée le vendredi 7 septembre de 18h à 21h à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'Eau à Paris – Métro République

